

STOP A LA PROPAGANDE GUERRIERE A L'ECOLE !

Les personnels de l'Education Nationale se préparent à effectuer une rentrée scolaire dans des conditions intenable, comme en témoignent les fermetures de classes, les sureffectifs, les postes partagés, les heures d'enseignement non pourvues, les personnels non remplacés et l'enseignement spécialisé sacrifié.

Cependant le gouvernement a décidé de ne pas en rester là. Le ministère annonce pour la rentrée l'instauration d'« une cérémonie commémorative annuelle d'hommage à tous les morts pour la France » dans chaque établissement du 1^{er} et 2nd Degré. L'École aurait pour « mission de permettre aux élèves de devenir des citoyens conscients de partager une destinée commune » alors même que le contexte international est marqué par les conflits (guerre en Ukraine, génocide en Palestine). La circulaire du ministre Geaffray nous indique que les personnels pourraient être mobilisés pour mener ce projet à l'échelle des établissements possiblement associés avec des réservistes opérationnels, des élus locaux ou des associations du monde combattant.

C'est inacceptable !

Nous rappelons que les enseignants ont la mission d'enseigner dans le respect de leur liberté pédagogique et non de participer à la militarisation et à l'embrigadement de la jeunesse, qui se décline déjà par la multiplication des classes défense et des partenariats entre Éducation nationale et armée.

L'École a pour mission d'instruire la jeunesse afin de former des esprits libres et critiques, et non d'imposer un endoctrinement patriotique fondé sur une mémoire officielle belliqueuse. Si l'institution désire que les élèves acquièrent une « culture commune » historique, littéraire et scientifique, le gouvernement doit annuler les 4000 suppressions de postes et créer tous ceux qui sont nécessaires !

Mardi 23 juin, nos organisations syndicales FO, FSU, CGT et SUD avaient organisé une réunion publique pour dénoncer la loi de programmation militaire et ses conséquences sur les services publics, ainsi que l'embrigadement de la jeunesse. **Cette nouvelle mesure du gouvernement s'inscrit à nouveau dans cette logique d'embrigadement que nous dénonçons !** Le 11 novembre doit être fait pour que les jeunes générations n'aient pas à subir à nouveau les horreurs des guerres.

C'est pourquoi nos organisations syndicales appellent les personnels à se réunir et à discuter dans les établissements, dès le jour de leur rentrée, sur la méthode à utiliser pour s'opposer à ce nouveau dispositif.

Prises de positions, motions, rassemblements, grèves c'est maintenant qu'il faut agir et s'opposer à cette circulaire « 11 novembre » et demander l'arrêt de tous les dispositifs d'embrigadement des élèves !

Nos organisations syndicales seront présentes pour soutenir les personnels qui s'organiseront contre ce dispositif d'embrigadement de la jeunesse.